

Rapport annuel 2012

IntegraGen SA
Genopole Campus 1 - Genavenir 8
5 rue Henri Desbruères
91000 EVRY
www.integragen.com
Tel : 0033-(0)1 60 910 900
Fax : 0033-(0)1 60 910 922



INTEGRAGEN

Société Anonyme au capital de 4 115 471 euros

Siège social : Genopole Campus 1, Genavenir 8

5, rue Henri Desbruères - 91000 EVRY

RCS EVRY B 432 176 543

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012

Mesdames, Messieurs,

Nous vous présentons le rapport de gestion sur les activités de la Société pendant l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2012 et clos le 31 décembre 2012 et soumettons à votre approbation les comptes annuels de cet exercice.

Nous vous proposons en outre de procéder à l'affectation des résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2012 et d'approuver les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce conclues au cours de l'exercice écoulé.

Lors de l'assemblée, vous entendrez également la lecture des rapports du commissaire aux comptes, la société France Audit Consultant International, représentée par Monsieur Max PEUVRIER.

Nous vous rappelons que les rapports du commissaire aux comptes, les rapports du conseil d'administration et les comptes annuels ont été mis à votre disposition au siège social dans les conditions légales et réglementaires, afin que vous puissiez en prendre connaissance.

Les comptes arrêtés au 31 décembre 2012, comportant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, ont été établis suivant les normes, principes et méthodes du plan comptable.

1. SITUATION DE LA SOCIETE ET ACTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE 2012

La Société a été créée en 2000 et se consacre à la recherche et l'identification de biomarqueurs génétiques d'une part, et au développement et à la commercialisation de produits et de services dans le domaine de la génomique d'autre part. Ces produits et services visent à améliorer la détection de la prédisposition et la prise en charge des maladies complexes, telles que l'autisme et le cancer.

L'exercice couvrant la période allant du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012 était le douzième exercice de la Société.

Nous vous informons qu'à la fin de l'année 2012 la Société comptait 27 employés.

Développements scientifiques et opérationnels

Les principaux développements scientifiques et opérationnels s'analysent comme suit :

Autisme :

- *Finalisation d'une nouvelle version du test ARISK® pour l'autisme familial basé sur 65 marqueurs et lancement de la commercialisation aux Etats-Unis*

Ce développement a fait l'objet d'une nouvelle demande de brevet en mars 2012 et les résultats ont été publiés lors de l'IMFAR (« *International Meeting for Autism Research*») en mai 2012.

La commercialisation du test, sous la forme d'un « *laboratory-developed test* », a été lancée en avril 2012. Ce test permet d'évaluer le risque d'autisme chez les enfants issus de familles affectées.

Les ventes demeurent marginales fin 2012 mais initient d'ores et déjà une dynamique collaborative avec les pédiatres, pédopsychiatres et neuro-pédiatres d'une part et les associations des parents d'enfants atteints d'autre part. Ces ventes ont également validé la stratégie de partenariat avec un laboratoire certifié CLIA (« *Clinical Laboratory Improvements Amendments* ») réalisant les analyses et le conseil en génétique chargé d'assurer la communication auprès des médecins prescripteurs.

- *Réalisation d'une étude auprès de 162 familles ayant au moins un enfant atteint.*

Cette étude, publiée dans le « *Journal of Pediatrics* » a révélé, d'une part, que le délai entre les premières inquiétudes des parents et le diagnostic était en moyenne de 36 mois, d'autre part que 80% des familles auraient souhaité faire évaluer le risque si un test tel que ARISK® avait été disponible.

- *Participation au congrès de l'IACAPAP (« International Association for Child and Adolescent Psychiatry and Allied Professions »)*

Au cours de ce symposium tenu à Paris en juillet 2012, les équipes d'IntegraGen ainsi que les membres de son *Scientific Advisory Board* pour l'autisme, ont [comme au congrès de l'IMFAR à Toronto en mai 2012] présenté l'intérêt du test ARISK® dans la prise en charge précoce de l'autisme.

Oncologie :

- Poursuite des collaborations, initiées en 2011 dans le cadre du projet BIOMOS (validation des biomarqueurs moléculaires en oncologie solide) avec :
 - l'Unité INSERM U674 dirigée par le Pr. Jessica Zucman-Rossi dans le domaine du cancer hépatique (classification et pronostic des carcinomes hépatocellulaires). En 2012, les résultats issus de cette collaboration ont permis le dépôt de deux demandes de brevet.
 - l'Unité INSERM U775 dirigée par le Pr. Pierre Laurent-Puig dans le domaine du cancer colorectal (identification des marqueurs de résistance au traitement par des anti-EGFR).
- Etudes de réplcation sur des populations indépendantes du bio-marqueur microARN dans le cancer colorectal métastatique ayant fait l'objet d'un dépôt de demande de brevet fin 2011. Ces résultats ont par ailleurs été présentés au congrès de l'ESMO (« *European Society for Medical Oncology* ») en octobre 2012.
- Mise en place d'un *Scientific Advisory Board* aux Etats Unis. Ce réseau d'experts permet à IntegraGen d'identifier les opportunités de partenariat dans le domaine de l'oncologie et de positionner ses biomarqueurs auprès des « *Key Opinion Leaders* ».

Activité de services génomiques :

- Augmentation du chiffre d'affaires de 2%. Après une croissance exceptionnelle en 2011 (+45% par rapport au chiffre d'affaires 2010), les services génomiques sont en légère augmentation en 2012. Le carnet de commandes affiche une croissance plus soutenue, les commandes enregistrées en 2012 étant en progression de 15% par rapport à 2011.
- Hausse très significative de l'activité de séquençage, les commandes ayant progressé de 75% en nombre et de 50% en valeur par rapport à 2011.
- Baisse de l'activité de génotypage, caractérisée par une diminution en valeur des commandes d'environ 34%.
- Accroissement des capacités de séquençage avec l'acquisition, via un contrat de location longue durée, d'un nouveau séquenceur Illumina et de capacités informatiques complémentaires.

Augmentation de capital

Le Conseil d'Administration réuni le 21 juin 2012 a, en vertu de la délégation de compétence consentie par de l'Assemblée Générale à caractère mixte en date 21 juin 2012 aux termes de sa septième résolution, décidé une augmentation du capital pour un montant total de 1.995.200 euros (prime d'émission incluse). La souscription a été réservée au bénéfice de deux fonds d'investissements gérés par A PLUS FINANCE. Les frais entraînés par la réalisation de l'augmentation de capital - d'un montant de 124.245 euros - ont été imputés sur la prime d'émission, en accord avec l'autorisation consentie par ladite Assemblée Générale aux termes de sa septième résolution.

Le capital social de la Société a donc été porté à 4 115 471 euros.

2. PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2012 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Ce tableau présente un résumé des comptes de l'exercice détaillés ci-après :

	2012	2011	Variation
Chiffre d'affaires	4.741.018	4.649.398	+1,97%
Total des produits d'exploitation	4.805.633	4.838.888	-0,69%
Total des charges d'exploitation	7.173.183	7.240.865	-0,93%
Résultat d'exploitation	-2.367.550	-2.401.977	+1,43%

Résultat financier	83.587	2.292	+3590%
Résultat courant net avant impôt	-2.283.962	-2.399.684	+5,06%
Résultat exceptionnel	-28.999	-89.095	+67,45%
Impôt	-586.980	-448.604	+30,85%
Perte	-1.725.981	-2.040.175	-15%
Marge nette	-36,4%	-43,9%	+17,1%

Chiffre d'affaires

Notre chiffre d'affaires net est de 4.741.018 euros pour l'exercice 2012 contre 4.649.398 euros pour l'exercice précédent, soit une hausse d'environ 2%.

Ce chiffre d'affaires est généré par la vente de services en génomique.

Charges d'exploitation

Frais de personnel :

Les frais de personnel s'élèvent à 2.318.606 euros, soit une augmentation de 1,72% par rapport à l'année 2011.

Achats de marchandises :

Les achats de marchandises s'élèvent à 1.771.198 euros, en diminution de 22,9% par rapport à l'exercice antérieur. Les achats sont essentiellement constitués des achats de réactifs nécessaires aux prestations de services génomiques. La baisse des coûts est directement liée à l'augmentation de l'activité séquençage dont le coût des réactifs est plus faible et aux optimisations internes en termes d'organisation, de production et d'achat.

Autres dépenses d'exploitation :

Les autres dépenses d'exploitation s'élèvent à 3.083.376 euros, ce qui représente une hausse de 11% par rapport à l'année 2011. Les dépenses comprennent, entre autres, les charges de la filiale IntegraGen, Inc. refacturées à IntegraGen SA dans le cadre d'un contrat de prestation de services entre ladite filiale et la maison-mère. Les dépenses refacturées par la filiale sont passées de 461.240 euros en 2011 à 1.027.527 euros en 2012 en raison du lancement commercial du test ARISk®, des dépenses liées à la mise en place des procédures avec les partenaires locaux et du recrutement d'un Directeur Commercial en avril 2012. Cette hausse des coûts refacturés par IntegraGen, Inc. est partiellement compensée par des économies de frais généraux.

Total des charges d'exploitation :

Le montant total des charges d'exploitation s'élève à 7.173.183 euros, il est resté stable en 2012, ce qui illustre une bonne maîtrise des coûts : IntegraGen a compensé les coûts du lancement commercial aux Etats-Unis par une réduction des dépenses en Europe.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est une perte de 2.367.550 euros à comparer avec une perte de 2.401.977 euros en 2011.

Résultat financier et résultat courant avant impôt

Le résultat financier est un gain de 83.587 euros. Il est principalement constitué de produits financiers sur les comptes à terme.

En conséquence le résultat courant avant impôts fait apparaître une perte de 2.283.962 euros contre une perte de 2.399.684 euros pour l'exercice précédent soit une amélioration de 4,8%.

Résultat exceptionnel

Les produits exceptionnels et les charges exceptionnelles s'élèvent respectivement à 43.828 euros et 72.827 euros, soit un résultat exceptionnel déficitaire de 28.999 euros contre un résultat exceptionnel déficitaire de 89.095 euros pour l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel s'explique essentiellement par le résultat des ventes d'actions IntegraGen dans le cadre du contrat de liquidité.

Résultat net

Le montant du Crédit Impôt Recherche s'est élevé pour l'année 2012 à un total de 586.980 euros contre 448.604 euros en 2011. Ce montant est en hausse par rapport à l'année 2011, notamment parce que la société n'a pas bénéficié d'aides comme en 2011, ces aides ayant été déduites des dépenses éligibles.

En conséquence, le résultat net est déficitaire de 1.725.981 euros pour l'année 2012, contre un résultat net déficitaire de 2.040.175 euros pour l'année 2011.

Bilan

Actif :

En K€	2012	2011	Variation
Actifs immobilisés	685	751	-8,8%
Stocks	198	180	+10%
Créance d'exploitation	1.303	684	+90,5%
Créances diverses	687	555	+23,8%

Trésorerie	4.875	4.649	+4,9%
Actif circulant	7.169	6.213	+15,4%
Total Actif	7.854	6.967	+12,7%

Les immobilisations incorporelles, composées de logiciels et de licences d'une valeur brute de 48.270 euros, sont entièrement amortis à ce jour.

Les immobilisations corporelles s'élèvent à la somme nette de 210.914 euros.

Il s'agit d'équipements industriels, de matériel et de mobiliers d'une valeur brute de 664.744 euros qui ont été acquis soit en direct soit pour leur valeur de rachat à l'issue d'un contrat de crédit-bail.

Le poste « immobilisations financières » s'élève au 31 décembre 2012 à la somme nette de 473.652 euros.

Ce montant comprend, à hauteur de 278.159 euros, les liquidités et la valeur des titres présents au 31 décembre 2012 dans le cadre du contrat de liquidité.

Dans ce poste figurent également les titres de la filiale américaine détenue à 100% ainsi que le montant des fonds prêtés par la maison-mère à sa filiale dans le cadre d'une convention de compte-courant d'associés.

Pour respecter les principes de prudence des normes comptables françaises, ces montants ont été provisionnés en totalité, soit pour la somme de 2.279.196 euros, ce qui ne préjuge en aucun cas de son non-recouvrement.

L'actif circulant s'élève à la somme nette de 7.169.465 euros. Ce poste comprend des stocks pour 197.741 euros, des créances pour 1.989.644 euros, des disponibilités pour 4.874.928 euros, ainsi que des charges constatées d'avance pour un montant de 107.150 euros.

Passif :

En K€	2012	2011	Variation
Capitaux propres	3.237	3.093	+4,7%
Avance conditionnées	1.362	1.545	-11,9%
Provisions pour risques et charges	0	3	-100%
Dettes financières	0,185	0	NR
Dettes d'exploitation	2.177	1.474	+47,7%
Dettes diverses	4,3	137	-96,9%
Total Passif	7.854	6.967	+12,7%

Le capital social s'élève à la somme de 4.115.471 euros au 31 décembre 2012 contre 3.771.471 euros au 31 décembre 2011, cette différence s'expliquant par l'augmentation de capital par placement privé décidée par le Conseil d'administration lors de sa séance du 21 juin 2012. Les primes d'émission et de fusion s'élèvent à la somme totale de 32.327.310 euros.

Le compte de report à nouveau est débiteur à hauteur de 31.479.310 euros.

Les capitaux propres s'élèvent au 31 décembre 2012 à 3.237.488 euros.

La Société a bénéficié d'avances conditionnées dont de solde s'élève à 1.361.881 euros au 31 décembre 2012. Au cours de l'exercice 2012, La Société a notamment procédé au remboursement d'une avance (projet Genhomme) à hauteur de 183.097 euros.

Au 31 décembre 2012, les avances conditionnées inscrites au bilan sont les suivantes :

Avance Genhomme	183.097 €
Coface	538 784 €
Oséo	640 000 €
Total	1 361 881 €

Situation d'endettement de la Société au regard du volume et de la complexité des affaires

Le poste « Dettes » s'élève à la somme de 2.180.955 euros (contre 1.610.733 euros pour l'exercice précédent), constitué principalement :

d'emprunt et dettes financières auprès des établissements de crédit	185 euros
d'emprunts et de dettes financières diverses	0 euros
de dettes fournisseurs et comptes rattachés	1.170.633 euros
de dettes fiscales et sociales	1.005.958 euros
d'autres dettes	4.363 euros

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 953.615 euros.

Conformément à l'article 24-II de la LME (articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce), nous vous informons de la décomposition, à la clôture de l'exercice, du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance :

Ancienneté des factures fournisseurs au 31 décembre 2012

	Ancienneté ⁽¹⁾		
	<30 jours	entre 30 et 60 Jours	> 60 Jours
Factures Fournisseurs (en euros)	725.696	166.121	278.915

⁽¹⁾ Nombre de jours entre la date de la facture en comptabilité et le 31 décembre 2012 :

- < 30 jours : du 1er au 31 décembre 2012
- entre 30 et 60 jours : du 1er au 30 novembre 2012
- > 60 jours : antérieure au 1er novembre 2012

Par ailleurs, le solde des créances commerciales représente 33 jours de chiffre d'affaires en 2012 versus 44 jours en 2011.

3. AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous rappelons qu'au 31 décembre 2012, la perte de l'exercice clos s'élève à la somme de 1.725.981 euros et que le compte « report à nouveau » débiteur s'élève à la somme de 31.479.310,82 euros.

Nous vous proposons d'affecter ladite perte au compte « report à nouveau » débiteur qui sera porté, après cette affectation, à la somme de 33.205.291,82 euros.

4. PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL

Participation des salariés au capital

Au dernier jour de l'exercice, la participation des salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, calculée conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du même Code, était de 0 %.

Options de souscription ou d'achat d'actions

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, votre Conseil d'Administration vous informe, dans son rapport spécial, des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L. 225-177 à L. 225-186 du Code de commerce concernant les options de souscription ou d'achat d'actions.

Actions gratuites

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce, votre conseil d'administration vous informe, dans son rapport spécial, des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L. 225-197-1 à L. 225-197-3 du Code de commerce concernant l'attribution d'actions gratuites.

5. RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA REPARTITION DU CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce, nous vous indiquons que la Société n'a reçu, au cours de l'année 2012, aucune notification de franchissement de seuil relativement aux dispositions des L. 233-7 et L. 233-12 dudit Code.

6. PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS ET EVOLUTION DU TITRE

a) Programme de rachat d'actions

La mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions pour l'exercice 2012 a été autorisée par l'assemblée générale des actionnaires à caractère mixte en date du 9 juin 2011 aux termes de sa quatorzième résolution, renouvelée par anticipation, par l'assemblée générale des actionnaires à caractère mixte en date du 21 juin 2012 aux termes de sa cinquième résolution.

Description du programme de rachat d'actions

Nous vous rappelons que la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 permet désormais aux sociétés dont les actions sont admises aux négociations sur le marché Alternext de NYSE-Euronext Paris de procéder au rachat de leurs propres actions dans les mêmes conditions que les sociétés cotées sur un marché réglementé.

C'est en ce sens que l'assemblée générale des actionnaires à caractère mixte en date du 21 juin 2012 a décidé que l'autorisation de procéder au rachat d'actions de la Société, consentie pour une durée de dix-huit (18) mois aux termes de la cinquième résolution précitée, pourra être utilisée en vue :

- d'assurer la liquidité des actions de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité à conclure avec un prestataire de services d'investissement, conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ;
- d'honorer des obligations liées à des programmes d'options d'achat d'actions, d'attributions gratuites d'actions, d'épargne salariale ou autres allocations d'actions aux salariés et dirigeants de la Société ou des sociétés qui lui sont liées ;
- de remettre des actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- d'acheter des actions pour conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ; ou
- d'annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées, conformément à l'autorisation consentie par ladite assemblée générale aux termes de sa sixième résolution.

Il a été en outre précisé que le nombre maximum d'actions pouvant être achetées en vertu de cette autorisation ne pourra, à aucun moment, excéder 10% du nombre total d'actions, étant précisé que (i) lorsque les actions seront acquises dans le but de favoriser la liquidité des actions de la Société, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de cette limite correspondra au nombre d'actions achetées déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation et (ii) lorsqu'elles le seront en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, le nombre d'actions acquises ne pourra excéder 5% du nombre total d'actions.

Toujours aux termes de la cinquième résolution précitée, l'assemblée générale des actionnaires a fixé à 11.314.410 euros le montant maximum des fonds destinés à la réalisation de ces rachats d'actions, hors frais et commissions, correspondant à un prix d'achat par action maximum de 30 euros (hors frais et commissions), étant précisé que ce prix d'achat fera l'objet d'ajustements, le cas échéant nécessaires, afin de tenir compte des opérations sur le capital (notamment en cas d'incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement d'actions) qui interviendraient pendant la durée de validité de la présente autorisation.

L'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourra être effectué par tous moyens, en une ou plusieurs fois, notamment sur le marché ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, offres publiques, en ayant recours à des mécanismes optionnels ou dérivés, dans les conditions prévues par les autorités de marché et dans le respect de la réglementation applicable, ces opérations pouvant être effectuées à tout moment, y compris en période d'offre publique et de garantie de cours sur les titres de la Société.

Tous pouvoirs ont été conférés au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation au directeur général ou, avec l'accord de celui-ci, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués, pour mettre en œuvre la présente autorisation, passer tous ordres de bourse, conclure tous accords dans les conditions permises par la loi, effectuer toutes formalités, toutes démarches et déclarations auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et tous autres organismes compétents et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

En outre, comme indiqué ci-dessus, la loi du 22 mars 2012 susmentionnée permet désormais aux sociétés cotées sur le marché Alternext de NYSE-Euronext Paris de réduire leur capital par voie d'annulation d'actions dans le cadre de l'autorisation de rachat de leurs propres d'actions, sous réserve que l'assemblée générale ait voté une résolution spécifique à cet effet.

Dans ces conditions, l'assemblée générale en date du 21 juin 2012 a, aux termes de sa sixième résolution, également autorisé votre conseil d'administration, conformément à l'article L. 225-209 du code de commerce, pour une durée de dix-huit (18) mois, à annuler, en une ou plusieurs fois, dans la limite maximum de 10 % du montant du capital social par période de vingt-quatre (24) mois, tout ou partie des actions acquises par la Société et à procéder, à due concurrence, à une réduction du capital social, étant précisé que cette limite s'applique à un montant du capital social qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte les opérations qui l'affecterait postérieurement à la date de ladite assemblée.

Au demeurant, ladite assemblée générale a décidé que :

- ces opérations pourront être effectuées à tout moment, y compris, dans les limites permises par la réglementation applicable, en période d'offre publique sur les titres de la Société,
- l'excédent éventuel du prix d'achat des actions sur leur valeur nominale sera imputé sur les postes de primes d'émission, de fusion ou d'apports ou sur tout poste de réserve disponible, y compris sur la réserve légale dans la limite de 10% de la réduction de capital réalisée.

Tous pouvoirs ont été conférés au conseil, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet d'accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue de rendre définitives les réductions de capital qui pourraient être réalisées en vertu de la présente autorisation et à l'effet de modifier en conséquence les statuts de la Société.

Mise en œuvre du programme de rachat d'actions

En application des dispositions de l'article L.225-211 al°2 du Code de Commerce, vous trouverez ci-après, les informations relatives aux opérations effectuées dans le cadre du programme de rachat d'actions au cours de l'exercice 2012:

- Nombre d'actions acquises au cours de l'exercice : 5819 actions au prix moyen de 7,36 euros par action, représentant 0,14% du capital social
- Nombre d'actions vendues au cours de l'exercice : 4519 actions au prix moyen de 7,04 euros par action, représentant 0,11% du capital social
- Nombre d'actions inscrites au nom de la Société au 31 décembre 2012 : 28.847 actions représentant 0,70% du capital social
- Valeur de ces actions (coût d'achat) : 209 435,64 euros
- Valeur nominale de ces actions : 28.847 euros

Les opérations susmentionnées ont été effectuées dans le but d'assurer l'animation sur le marché du titre par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers.



Nous nous informons que les actions rachetées n'ont, au cours de l'exercice 2012, fait l'objet d'aucune réallocation autorisée par l'Assemblée Générale des actionnaires.

Au titre du contrat de liquidité signé le 23 juin 2010 entre la société IntegraGen S.A et Bryan, Garnier & Co Limited, à la date du 31 décembre 2012, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- **Nombre d'actions INTEGRAGEN : 28.847**
- **Solde en espèce du compte de liquidité : 76 298,98 €**

Il est rappelé que le montant en espèce déposé à l'ouverture du compte de liquidité était de 300.000€.

b) Evolution du titre

Depuis l'introduction en bourse de la Société, 70.224 titres ont été échangés.

Le titre qui cotait 8,00 euros en début d'exercice est passé à 7,00 euros en fin d'exercice.

Le cours le plus bas enregistré s'est situé à 6,50 euros le 23 octobre 2012 et le cours le plus haut à 8 euros le 20 janvier 2012.

La capitalisation boursière au 31 décembre 2012 ressortait à 28.808.297 euros.

7. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LA SOCIETE EST CONFRONTEE - UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR LA SOCIETE

Relativement aux dispositions des alinéas 3 et 6 de l'article L225-100 du Code de commerce, nous vous précisons que la Société est confrontée aux risques et incertitudes suivants :

Risques liés à la vente du test ARISK®

La commercialisation de la nouvelle version du test ARISK® aux Etats-Unis, amorcée en 2012, peut être sujette à une variabilité significative en matière de volume et de remboursement par les assurances.

Une nouvelle version test ARISK® non familiale devrait être disponible fin 2013 si le calendrier de développement est tenu.

Risques liés au développement d'un test théranostique pour le cancer colorectal métastatique

Le bio-marqueur microARN, prédictif de la réponse aux anti-EGFR, fait l'objet d'un projet de développement d'un kit avec la société britannique Lab21. La société est exposée aux risques de retard de mise à disposition sur le marché et de commercialisation.

Risques de taux et risque de change

La Société n'investit pas ses liquidités dans des produits de placement qui pourraient entraîner un risque en capital.

Elle place une partie importante de sa trésorerie en comptes à terme pouvant être détenus jusqu'à échéance car ils offrent un meilleur rendement et une partie plus faible de sa trésorerie en SICAV de trésorerie afin de répondre à ses besoins à court terme.

Les comptes à terme offrent des rémunérations progressives permettant ainsi à la Société une grande flexibilité dans la gestion de ses placements de trésorerie.

8. EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Autisme

Les actions de marketing entreprises en 2012 seront renforcées en 2013 et permettront de développer les ventes du test familial.

En outre, la Société poursuivra ses activités de développement scientifique et clinique pour la mise au point et la publication de résultats relatifs à des versions simples du test ARISK®. Ce test pourra être commercialisé dès la fin de l'année 2013.

Par ailleurs, IntegraGen exploitera ses diverses collaborations scientifiques et cliniques destinées à supporter l'adoption des outils d'évaluation du risque génétique d'autisme par les cliniciens.

Oncologie

Cancer colorectal métastatique

La Société a déposé avec ses partenaires académiques (équipe de M. Pierre Laurent-Puig) un brevet en 2011 portant sur un bio-marqueur qui permet de prédire la réponse d'un patient atteint d'un cancer colorectal métastatique à un traitement anti-EGFR. Après avoir mené des études de réplification en 2012, la Société a conclu en février 2013 un accord avec la société britannique LAB21 pour le développement d'un kit marqué CE, dont la commercialisation pourra être lancée dès 2014.

En outre, la Société poursuivra ses efforts en matière de business development afin de trouver des partenaires commerciaux pour la vente du test aux Etats-Unis.

Enfin, IntegraGen réalisera des études de réplification sur d'importantes populations de patients et étendra ces études à d'autres cancers et/ou de nouveaux bio-marqueurs.

Cancer hépatique

Deux nouvelles demandes de brevet portant sur les résultats issus de la collaboration entre la Société et l'équipe de Mme Jessica ZUCMAN-ROSSI ont été conjointement déposées par la Société, l'INSERM et L'UNIVERSITE PARIS DESCARTES.

En 2013, IntegraGen étendra son réseau d'experts scientifiques sur le plan international et identifiera de nouvelles opportunités de partenariats scientifiques ou commerciaux dans ce domaine.

Services

Les activités de services continueront de se développer, bénéficiant d'une forte demande dans le domaine du séquençage à haut débit. Les prestations de génotypage resteront stables ou seront en légère diminution.

9. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE SOCIAL

Aucun évènement important n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice.

10. FILIALES ET PARTICIPATIONS

Activités des filiales et des sociétés contrôlées

La filiale américaine IntegraGen Inc. assure la commercialisation des tests d'autisme. Le chiffre d'affaires est très faible en 2012, ce qui explique que la société n'a pas présenté de comptes consolidés au 31 décembre 2012. Comme les années précédentes les coûts relatifs aux services rendus par la filiale dans le cadre d'un contrat de services ont été refacturés à la maison mère.

Le total des charges de l'exercice 2012 s'est élevé à 1.077.505 US\$ (contre 583.322 US\$ en 2011) dont 480.821 US\$ de dépenses de ressources humaines (contre 307.537 US\$ en 2011), 239.080 US\$ de frais de marketing et communication (contre 30.461 US\$ en 2011) et 245.819 US\$ d'honoraires (contre 111.441 US\$ en 2011), le reste étant constitué de frais généraux et de frais de déplacement.

Prises de participations significatives dans des sociétés ayant leur siège en France, ou prises de contrôle de telles sociétés ; cession de participations

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-6 du Code du commerce, nous vous informons que la Société n'a, au cours de l'exercice 2012, pris aucune participation nouvelle ou cédé de participation.

11. DIRECTION GENERALE DE LA SOCIETE ET COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nous vous rappelons que la direction générale est assurée par Monsieur Bernard COURTIEU qui cumule cette fonction avec celle de Président du Conseil d'Administration.

A la clôture de l'exercice, le Conseil d'Administration était composé de la manière suivante :

Président du Conseil d'Administration et Directeur Général :

1. Monsieur Bernard COURTIEU, dont le mandat arrivera à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

Administrateurs :

2. Monsieur Gerald WAGNER, dont le mandat arrivera à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013,
3. Monsieur Benoît ADELUS, dont le mandat arrive à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013,
4. Monsieur Cyril HARFOUCHE, dont le mandat arrive à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013,
5. CDC ENTREPRISES, représentée par Monsieur Philippe BOUCHERON, dont le mandat arrive à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013,
6. INNOVATION CAPITAL, représentée par Madame Chantal PARPEX, dont le mandat arrive à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013,

7. KURMA LIFE SCIENCES PARTNERS, représentée par Monsieur Louis NISBET, dont le mandat arrive à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2012.

12. COMITE DE DIRECTION D'INTEGRAGEN

Aucun changement n'est intervenu au sein du comité de direction au cours de l'année 2012.

13. MANDATS ET FONCTIONS EXERCES DANS TOUTE SOCIETE, DURANT L'EXERCICE ECOULE, PAR CHACUN DES MANDATAIRES SOCIAUX DE LA SOCIETE

Conformément à l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, le Conseil d'Administration vous informe des différents mandats exercés par les administrateurs présents au cours de l'exercice écoulé, regroupés sous la forme d'un tableau présenté à l'**annexe A** au présent rapport.

14. MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRE ET SUPPLEANT

Nous vous informons que les mandats des commissaires aux comptes titulaire (FRANCE AUDIT CONSULTANTS INTERNATIONAL) et suppléant (M. FRANÇOIS MARTIN) arrivent à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2012.

15. DIVERS

Rappel des dividendes distribués

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices sociaux.

Dépenses non déductibles fiscalement

En application de l'article 223 *quater* du Code Général des Impôts, vous voudrez bien approuver le montant des amortissements excédentaires visés à l'article 39-4 du même Code, des autres amortissements non déductibles et des autres charges et dépenses somptuaires qui s'élèvent pour l'exercice 2012 à 6.221 euros

Conventions règlementées

Vous entendrez lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce.

Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Au présent rapport est joint, en **annexe B**, le tableau visé à l'article R. 225-102 du Code de commerce faisant apparaître les résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices.

Délégations et autorisations au profit du conseil d'administration

La Société a également mis en place des délégations au profit du Conseil d'Administration afin de lui permettre d'effectuer un certain nombre d'opérations financières (augmentations de capital, émission d'autres titres, de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise, etc.) sans avoir à réunir une



assemblée générale des actionnaires, compte tenu des contraintes de délais et de coûts associés à la réunion de telles assemblées.

Enfin, le Conseil d'Administration s'est également vu doter de diverses autorisations dans le cadre de la politique d'intéressement des salariés et dirigeants que la Société souhaite mettre en œuvre.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-100, alinéa 7, du Code de commerce, vous trouverez joint au présent rapport en **annexe C** un tableau récapitulatif des délégations de compétence et de pouvoirs accordées par l'assemblée générale au Conseil d'Administration en matière d'augmentation de capital par application des dispositions des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 dudit Code.

Le Conseil d'Administration

ANNEXE A

MANDATS ET FONCTIONS EXERCES DANS TOUTE SOCIETE, DURANT L'EXERCICE ECOULE, PAR CHACUN DES MANDATAIRES SOCIAUX DE LA SOCIETE

Administrateur	Première nomination	Echéance du mandat	Sociétés	Pays	Mandats	Représentant permanent
Bernard COURTIEU	6 septembre 2007	Assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2013	INTEGRAGEN Inc.	Etats-Unis	Président du Conseil d'Administration	
			PATHOQUEST SAS	France	Membre du conseil stratégique	
Gerald WAGNER	8 juin 2005	Assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2013	GERALD WAGNER CONSULTING LLC	Etats-Unis	Gérant	
Benoît ADELUS	3 septembre 2009	Assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2013	ALPHA MOS	France	Administrateur indépendant	
			DIACINE	France	Executive	
			SEBIA	France	Chairman	
			SEBIA INC	USA	Chairman	
			SEBIA ITALIA	Italie	Chairman	
Cyrille HARFOUCHE	25 octobre 2011	Assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2013	ROTHSCHILD & CIE	France	Associé-Gérant	
Chantal PARPEX			CDC INNOVATION SAS	France	Président	
			CYTHERIS SA	France	Membre du Conseil de surveillance	
			CDC INNOVATION SAS	France	Membre du directoire	
INNOVATION CAPITAL	30 janvier 2001	Assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de	6WIND SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			ALDEBARAN ROBOTICS SA	France	Membre du Conseil d'administration	

		l'exercice clos le 31/12/2013			<i>(Jusqu'au 03/02/2012)</i>	
			ANEVIA SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			ARKADIN HOLDING SAS	France	Censeur <i>(jusqu'au 02/08/2012)</i>	
			ASK SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			CITILOG SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			CROCUS TECHNOLOGY SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			CYTHERIS SA	France	Membre du Conseil de surveillance	Chantal PARPEX
			DST HOLDING SAS	France	Membre du Conseil d'administration	
			ENTREPRENEURS & INVESTISSEURS TECHNOLOGIES SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			ESTEREL TECHNOLOGIES SA	France	Membre du Conseil d'administration <i>(jusqu'au 01/08/2012)</i>	
			EXPWAY SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			FAB PHARMA SAS	France	Membre du Comité de Direction	
			GENOWAY SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			GRAITEC SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			MAEGLIN SOFTWARE SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			ONE ACCESS SA	France	Membre du Conseil de Surveillance	
			ORTHOPAEDIC SYNERGY INC. (OSI)	Etats-Unis	Censeur <i>(jusqu'au 13/08/2012)</i> Membre du Conseil d'Administration <i>(depuis le 13/08/2012)</i>	
			PICOMETRICS SA	France	Membre du Conseil de Surveillance	
			ROCTOOL SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			RSI HOLDING SA	France	Membre du Conseil d'Administration <i>(depuis le</i>	

					21/12/2012)	
			SSCV INVESTMENTS S.A.R.L	Luxembourg	Membre du Conseil de Gérance	
			STANTUM SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			TEEM PHOTONICS SA	France	Membre du Conseil de Surveillance	
			TES BV	Pays-Bas	Membre du Management Board	
			TES SAS	France	Membre du Conseil de Surveillance	
			TRONIC'S MICROSYSTEMS SA	France	Membre du Conseil de Surveillance	
CDC ENTREPRISES		Assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2013	ACTILITY SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			ADEMTECH SA	France	Membre du Conseil de surveillance	
			ADOCIA SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			ADVICIENNE PHARMA SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			AGATE SAS	France	Censeur du Conseil de surveillance	
			AGATE-ADDIME SARL	France	Membre du Conseil de surveillance	
			ALKOS DEVELOPPEMENT SAS	France	Membre du Comité de surveillance	
			ALSACE AMORCAGE SAS	France	Membre du Comité d'investissement	
			ALSACE CAPITAL SAS	France	Membre du Comité d'investissement Membre du Conseil de surveillance	
			ALSACE CREATION SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			ALYOTECH SAS	France	Membre du Comité de surveillance	
			ALYSE PARTICIPATIONS SAS	France	Membre du Conseil de direction	
			AMBRE 2011 SAS	France	Membre du Conseil de surveillance	
			AMORCAGE RHONE-ALPES SAS	France	Membre du Conseil de surveillance Membre du Comité d'investissement	

			ANADEV SAS	France	Membre du Comité stratégique	
			AQUITAINE CREATION INVESTISSEMENT SAS	France	Membre du Comité stratégique Membre du Comité d'investissement	
			ARTERIAL REMODELLING TECHNOLOGIES SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			ASK (06) SA	France	Censeur du Conseil d'administration	
			ASSURONE SA	France	Censeur du Conseil d'administration	
			AUREUS SCIENCES SA	France	Membre du Conseil de surveillance	
			AVENCALL SAS	France	Censeur du Comité stratégique	
			AVENIR ENTREPRISE INVESTISSEMENT SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			AVENIR TOURISME SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			AVERROES FINANCE SAS	France	Membre du Comité d'investissement (+ <i>suppléant</i>) Membre du Comité de gestion (+ <i>suppléant</i>)	
			BAZARCHIC SA	France	Censeur du Conseil d'administration	
			BEST OF MEDIA SA	France	Censeur du Conseil d'administration	
			BIOM'UP SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			BOIS ET SCIAGES DE SOUGY SA	France	Membre du Conseil de surveillance	
			BONTOUX SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			BRANDALLEY SA	France	Censeur du Conseil de surveillance	
			BRETAGNE JEUNES ENTREPRISES SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			BRETAGNE PARTICIPATIONS SA	France	Membre du Conseil d'administration Membre du Comité d'investissement	
			CAIMAN HOLDING SA	France	Membre du Conseil d'administration	

			CAP DECISIF SAS	France	Membre du Conseil de surveillance	
			CAP DECISIF MANAGEMENT SAS	France	Président du Conseil de surveillance	
			CAPITAL INVESTISSEMENT FRANCHE COMTE SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			CENTRE CAPITAL DEVELOPPEMENT SA	France	Membre du Conseil de surveillance Membre du Comité d'investissement	
			CENTRE EUROPEEN CINEMATOGRAPHIQUE RHONE-ALPES SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			CREAGRO SAS	France	Membre du Conseil de surveillance	
			CRYOLOG SA	France	Censeur du Conseil de surveillance	
			CYTHERIS SA	France	Membre du Conseil de surveillance Censeur du Conseil de surveillance	
			DBV TECHNOLOGIES SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			DELFMEMS SAS	France	Membre du Comité de surveillance	
			DOMIDEP SAS	France	Censeur du Conseil de surveillance	
			E-BLINK SA	France	Censeur du Conseil d'administration	
			EMERTEC GESTION SA	France	Membre du Conseil de surveillance	
			EO2 SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			EOS IMAGING SA	France	Membre du Conseil d'administration Censeur du Conseil d'administration	
			EUREFI SA	Luxembourg	Membre du Conseil d'administration Membre du Comité d'investissement	
			EYEVENSY SAS	France	Président du Conseil d'administration	
			FAB PHARMA SAS	France	Membre du Conseil de direction	
			FEMU QUI SA	France	Membre du Conseil de surveillance	

			FINANCIERE DEFI SAS	France	Censeur du Comité de surveillance	
			FINANCIERE DE LA FARIGOULE SAS	France	Censeur du Conseil d'administration	
			FINANCIERE INGENICA SAS	France	Membre du Comité stratégique	
			FINORPA FINANCEMENT SAS	France	Censeur du Conseil d'administration	
			FINORPA GIE	France	Membre du Conseil de surveillance	
			FINORPA PP SAS	France	Censeur du Conseil d'administration	
			FINORPA SCR SAS	France	Membre du Conseil d'administration Membre du Comité d'investissement	
			FONDS CAPMEZZANINE	Maroc	Membre du Conseil d'administration Membre du Comité d'investissement	
			FONDS D'AMORCAGE MIDI-PYRENEES SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION SAS	France	Membre du Conseil d'administration	
			FONDS LORRAIN DES MATERIAUX SAS	France	Membre du Conseil d'administration Membre du Comité d'investissement	
			FONDS REGIONAL DE CO-INVESTISSEMENT ILE DE FRANCE SAS	France	Membre du Conseil de surveillance	
			FOREPHAR SAS	France	Membre du Comité de surveillance	
			FOURNITURES HOSPITALIERES SA	France	Censeur du Conseil d'administration	
			FSI REGIONS SAS	France	Membre du Conseil d'administration	
			G1J ILE DE FRANCE SA	France	Membre du Conseil de surveillance	
			GALIA VENTURE SAS	France	Membre du Conseil d'administration	
			GENTICELL SA	France	Membre du Conseil de surveillance	
			GEOLID SAS	France	Censeur du Comité stratégique	
			GLI INTERNATIONAL SAS	France	Membre du Comité de suivi	

			G.O.S.I.C SAS	France	Censeur du comité de surveillance	
			GROUPE DIDACTIC POLYSEM SAS	France	Membre du Comité stratégique	
			GROUPE PETER SURGICAL SAS	France	Membre du Comité de surveillance	
			GROUPE PRONUPTIA SA	France	Censeur du Conseil d'administration	
			GROUPE SAF SAS	France	Membre du Conseil de surveillance	
			H DISTRIBUTION SA	France	Censeur du Conseil d'administration	
			HELIOS STRATEGIA SAS	France	Censeur du Conseil de surveillance	
			IDF CAPITAL SA	France	Membre du Comité d'investissement Membre du Conseil de surveillance	
			IF RESEARCH SA	France	Censeur du Conseil de surveillance	
			IJENKO SA	France	Censeur du Conseil d'administration	
			INOVAM SAS	France	Membre du Conseil d'administration Censeur du Conseil d'administration	
			INSERM TRANSFERT INITIATIVE SAS	France	Président du Conseil de surveillance Membre du Conseil de surveillance	
			INSTITUT DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA BOURGOGNE SA	France	Membre du Conseil d'administration Membre du Comité d'investissement	
			INTITUT LORRAIN DE PARTICIPATION SA	France	Membre du Conseil d'administration Membre du Comité d'investissement	
			INSTITUT POUR LE FINANCEMENT DU CINEMA ET DES INDUSTRIES CULTURELLES SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			INSTITUT REGIONAL DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE MIDI-PYRENEES SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			INTER ORTHO SA	France	Censeur du Comité stratégique	
			IRDINOV SAS	France	Membre du Comité de surveillance	

					Membre du Comité stratégique	
			IRPAC CREATION SA	France	Membre du Conseil d'administration Membre du Comité d'investissement	
			IRPAC DEVELOPPEMENT SA	France	Membre du Conseil d'administration Membre du Comité d'investissement	
			I-SOURCE GESTION SA	France	Membre du Conseil de surveillance	
			IT-TRANSLATION SA	France	Membre du Conseil de surveillance	
			JOSSO SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			LABORATOIRE CYCLOPHARMA SA	France	Censeur du Conseil d'administration	
			LEKIOSQUE.FR SAS	France	Censeur du Comité de surveillance	
			LESBATS SCIERIES D'AQUITAINE SAS	France	Membre du Conseil de surveillance	
			LIMOUSIN PARTICIPATIONS SA	France	Membre du Conseil d'administration Membre du Comité d'investissement	
			LINK CARE SERVICES SA	France	Censeur du Conseil d'administration	
			LINEX PANNEAUX SAS	France	Membre du Conseil de surveillance	
			LORET TELECOM SA	France	Membre du Conseil de surveillance	
			MCPHY ENERGY SA	France	Membre du Conseil de surveillance	
			MECAMIDI SA	France	Censeur du Conseil d'administration	
			MEDIA PARTICIPATIONS PARIS SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			MICROMECHANIKES DES DAMES MARIE SA	France	Membre du Conseil de surveillance	
			MIDI-PYRENEES CROISSANCE SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			MOONSCOOP SA	France	Membre du Conseil de surveillance	
			MP HYGIENE SAS	France	Membre du Comité de surveillance	

			MSBS SAS	France	Membre du comité de suivi	
			NEXWAY SAS	France	Membre du Conseil de surveillance	
			NCI GESTION SAS	France	Membre du Comité d'investissement	
			NORMANDIE CAPITAL INVESTISSEMENT SA	France	Membre du Conseil d'administration Membre du Comité d'investissement	
			NOVARC SA	France	Membre du Conseil de surveillance	
			OPENPORTAL SOFTWARE SA	France	Censeur du Conseil d'administration	
			PAYS DE LA LOIRE DEVELOPPEMENT SAS	France	Membre du Conseil d'administration	
			PEOPLE & BABY SAS	France	Membre du Conseil stratégique	
			PHASE SAS	France	Censeur du Comité stratégique	
			PICARDIE AVENIR SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			PICARDIE INVESTISSEMENT SA	France	Membre du Conseil d'administration Censeur du Conseil d'administration	
			PLC HOLDING SAS	France	Membre du Comité de suivi	
			POITOU CHARENTES EXPANSION SAS	France	Membre du Conseil d'administration	
			POITOU CHARENTES INNOVATION SAS	France	Membre du Conseil d'administration	
			POXEL SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			PROXIPACA FINANCE SAS	France	Membre du Conseil de direction	
			QUOTATIS GROUPE SA	France	Membre du Conseil de surveillance	
			RASEC INTERNATIONAL SAS	France	Censeur du Comité stratégique	
			RHONE DAUPHINE DEVELOPPEMENT SA	France	Membre du Conseil de surveillance Membre du Comité d'investissement	
			RHONE-ALPES CREATION SA	France	Membre du Conseil de surveillance Membre du Comité d'investissement	

			RHONE-ALPES CREATION II SAS	France	Membre du Comité général Membre du Conseil de surveillance Membre du Comité stratégique	
			RMBH HOLDING SAS	France	Membre du Comité de suivi	
			SAMENAR SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			SCIENTIPOLE ILE-DE- FRANCE CAPITAL SAS	France	Membre du Comité de surveillance Membre du Comité d'investissement	
			SCIERIE DE SAVOIE LAPIERRE & MARTIN SAS	France	Membre du Comité stratégique	
			SENDIN SA	France	Censeur du Conseil d'administration	
			SENSORION SAS	France	Membre du Conseil d'administration	
			SIGEFI NORD GESTION SAS	France	Membre du Conseil de surveillance	
			SINDIBAD	Maroc	Membre du Conseil d'administration Membre du Comité d'investissement	
			SIPAREX ASSOCIES SA	France	Censeur du Conseil d'administration	
			SIPAREX CROISSANCE	France	Membre du Conseil de surveillance	
			SIPAREX DEVELOPPEMENT	France	Membre du Conseil de surveillance	
			SOCIETE DEPARTEMENTALE DE DEVELOPPEMENT 65 SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			SODERO GESTION	France	Membre du Comité d'investissement	
			SODERO PARTICIPATIONS SA	France	Membre du Conseil d'administration Membre du Comité d'investissement	
			SOFIMAC SA	France	Membre du Conseil d'administration Membre du Comité d'investissement	
			SOFIMAC PARTNERS SA	France	Membre du Conseil de surveillance	
			SOPHIA EURO LAB SAS	France	Président du Conseil de surveillance	

			SORIDEC SA	France	Membre du Conseil d'administration Membre du Comité consultatif	
			SORIDEC 2 SAS	France	Membre du Comité d'investissement Membre du Comité de surveillance	
			SUD-OUEST CAPITAL RISQUE INNOVATION SAS	France	Membre du Conseil de surveillance	
			SUPERSONIC IMAGINE SA	France	Membre du Conseil de surveillance	
			SYSTANCIA SA	France	Membre du Conseil de surveillance	
			TALENTSOFT SA	France	Censeur du Conseil d'administration	
			TARN CAPITAL INVESTISSEMENT SA	France	Membre du Conseil d'administration	
			TELECOM TECHNOLOGIES TRANSFERT SAS	France	Membre du Comité stratégique Membre du Comité consultatif	
			TRSB GROUPE SA	France	Censeur du Conseil d'administration	
			TXCELL SA	France	Membre du Conseil d'administration Membre du Conseil de surveillance	
			VIVES II	Belgique	Membre du Conseil d'administration Membres du Comité d'investissement	
			WORLDCAST SYSTEMS SA	France	Membre du Conseil de surveillance	
			XANGE CAPITAL SA	France	Membre du Conseil de surveillance	
KURMA LIFE SCIENCES PARTNERS	25 novembre 2010	Assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2012	ADOCIA	France	Membre du Conseil d'administration	
			AMPHARMA	Pays Bas	Membre du Supervisory Board	
			BIOALLIANCE PHARMA	France	Membre du Conseil de Surveillance	
			BIOMEDICAL DIAGNOSTICS	France	Membre du Conseil d'administration	
			BLINK	UK	Membre du Conseil d'Administration	
			DOMAIN THERAPEUTICS	France	Membre du Conseil d'administration	

			ERYTECH PHARMA	France	Membre du Conseil de Surveillance	
			GENTICEL	France	Membre du Conseil de Surveillance	
			INDIGIX	UK	Membre du Conseil de Surveillance	
			KEY NEUROSCIENCES	France	Membre du comité de Supervision	
			MEIOGENICS	France	Membre du Conseil de Surveillance	
			NOVAGALI PHARMA	France	Membre du Conseil de Surveillance	
			PATHOQUEST	France	Membre du Comité de Supervision	
			PROSENSA	France	Membre du Conseil d'administration	
			SAFE ORTHOPAEDICS	France	Membre du Supervisory Board	
			UMECRINE MOOD	Suède	Membre du Conseil d'Administration	

ANNEXE B**RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

NATURE DES INDICATIONS	31/12/08	31/12/09	31/12/10	31/12/11	31/12/12
Capital en fin d'exercice					
Capital social	2 646 704 €	2 971 322 €	3 771 471€	3 771 471 €	4 115 471€
Nombre d'actions ordinaires existantes	2 646 704	2 971 322	3 771 471€	3 771 471	4 115 471
Nombre d'actions à dividendes prioritaire (sans droit de vote) existantes	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Nombre maximal d'actions futures à créer					
Par conversion d'obligations	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Par exercice de droits de souscription (<u>options attribuées</u> + BSA émis + BSPCE émis)	341 100	301 100	495 100	329 000	607 000
Opérations et résultats de l'exercice					

Chiffre d'Affaires hors taxes (prestations de services et vente de biens)	2 259 860 €	2 813 085 €	3 208 031 €	4 649 398 €	4 741 018 €
Résultat avant impôts sur les bénéfices, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	-3 299 838 €	-2 544 115 €	-3 199 155 €	-2 459 753 €	-2 212 848 €
Impôt sur les bénéfices (Crédit d'Impôt Recherche)	-531 051 €	-599 063 €	- 616 543 €	- 448 604 €	-585 380 €
Participation des salariés due au titre de l'exercice	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	-3 026 028 €	-2 733 667 €	-2 896 416 €	-2 040 175 €	-1 725 981 €
Résultat distribué	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	-1,05 €	-0,65 €	-0,68 €	-0,53 €	-0,40 €

Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	-1,14 €	-0,92 €	-0,77 €	-0,54 €	-0,40 €
Dividende attribué à chaque action	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Personnel <i>Employees</i>					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice (hors PDG)	22,5	20,4	21,4	24	26
Montant de la masse salariale de l'exercice (salaires bruts)	1 267 216 €	1 153 352 €	1 290 714 €	1 579 676 €	1 599 228 €
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (cotisations sociales)	547 841 €	507 317 €	548 742 €	696 441 €	719 378 €

ANNEXE C

Tableau des délégations consenties au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital

Date de l'assemblée générale des actionnaires	Objet de la délégation	Date d'expiration	Date et modalités d'utilisation par le conseil d'administration
<u>AGM du 23 avril 2010</u> (18 ^{ème} résolution)	<i>Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'émettre des actions ou toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec <u>suppression du droit préférentiel de souscription</u> des actionnaires, par une offre visée au paragraphe II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier, au profit d'investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs</i>	<u>23 juin 2012</u> (26 mois) (privée d'effet à la suite de l'adoption de la 7 ^{ème} résolution par l'AGM du 21 juin 2012)	Le conseil, lors de sa séance du 11 juin 2010, faisant usage de cette délégation, a décidé une augmentation de capital d'un montant nominal de 14.286 euros.
<u>AGM du 23 avril 2010</u> (21 ^{ème} résolution)	<i>Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital immédiatement ou à terme par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, avec <u>maintien du droit préférentiel de souscription</u>, dans la limite d'un montant nominal global de 2.971.322 euros</i>	<u>23 juin 2012</u> (26 mois) (privée d'effet à la suite de l'adoption de la 11 ^{ème} résolution par l'AGM du 21 juin 2012)	Le Conseil d'Administration n'a pas fait usage de la délégation de compétence qui lui a été consentie par l'assemblée générale à caractère mixte.

<p><u>AGM du 23 avril 2010</u> (22^{ème} résolution)</p>	<p><i>Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'émettre des actions ou toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec <u>suppression du droit préférentiel</u> de souscription des actionnaires, par une offre au public dans la limite d'un montant nominal global de 2.971.322 euros</i></p>	<p><u>21 juin 2012</u> (26 mois) (privée d'effet à la suite de l'adoption de la 12^{ème} résolution par l'AGM du 21 juin 2012)</p>	<p>Le Conseil d'Administration n'a pas fait usage de la délégation de compétence qui lui a été consentie par l'assemblée générale à caractère mixte.</p>
<p><u>AGM du 23 avril 2010</u> (23^{ème} résolution)</p>	<p><i>Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'augmenter le montant de chacune des émissions avec ou sans droit préférentiel de souscription qui seraient décidées en vertu des dix-huitième à vingt-deuxième résolutions ci-dessus</i></p>	<p><u>21 juin 2012</u> (26 mois) (privée d'effet à la suite de l'adoption de la 13^{ème} résolution par l'AGM du 21 juin 2012)</p>	<p>Le Conseil d'Administration n'a pas fait usage de l'autorisation qui lui a été consentie par l'assemblée générale à caractère mixte.</p>
<p><u>AGM du 23 avril 2010</u> (25^{ème} résolution)</p>	<p><i>Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par <u>incorporation de prime, réserves, bénéfices ou autres</u></i></p>	<p><u>21 juin 2012</u> (26 mois) (privée d'effet à la suite de l'adoption de la 15^{ème} résolution par l'AGM du 21 juin 2012)</p>	<p>Le Conseil d'Administration n'a pas fait usage de l'autorisation qui lui a été consentie par l'assemblée générale à caractère mixte.</p>
<p><u>AGM du 9 juin 2011</u> (16^{ème} résolution)</p>	<p><i>Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'émettre des actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées.</i></p>	<p><u>9 décembre 2012</u> (18 mois) (privée d'effet à la suite de l'adoption de la 10^{ème} résolution par l'AGM du 21 juin 2012)</p>	<p>Le Conseil d'Administration n'a pas fait usage de l'autorisation qui lui a été consentie par l'assemblée générale à caractère mixte.</p>

<p><u>AGM du 9 juin 2011</u> <u>(17^{ème} résolution)</u></p>	<p><i>Délégation de compétence à consentir au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre et attribuer des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise au profit des salariés et dirigeants de la Société</i></p>	<p>(i) <u>9 décembre 2012</u> ou (ii) la date à laquelle les conditions prévues à l'article 163 bis G du code général des impôts cesseraient d'être satisfaites par la Société (privée d'effet à la suite de l'adoption de la 16^{ème} résolution par l'AGM du 21 juin 2012)</p>	<p>Le Conseil, lors de sa séance du 8 février 2012, faisant usage de cette délégation, a décidé l'émission d'un nombre total de 240.000 BSPCE, donnant droit à la souscription d'une action ordinaire d'une valeur nominale de 1 euro au prix fixe de 7,12 euros (prime d'émission incluse), représentant une augmentation de capital d'un montant nominal total maximum de 240.000 euros et une prime d'émission d'un montant maximum de 1.708.800 euros.</p>
<p><u>AGM du 9 juin 2011</u> <u>(18^{ème} résolution)</u></p>	<p><i>Autorisation à donner au Conseil d'Administration de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société</i></p>	<p><u>9 août 2014</u> (38 mois) (privée d'effet à la suite de l'adoption de la 17^{ème} résolution par l'AGM du 21 juin 2012)</p>	<p>Le Conseil d'Administration n'a pas fait usage de l'autorisation qui lui a été consentie par l'assemblée générale à caractère mixte.</p>
<p><u>AGM du 9 juin 2011</u> <u>(19^{ème} résolution)</u></p>	<p><i>Autorisation à donner au Conseil d'Administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre</i></p>	<p><u>9 août 2012</u> (38 mois) (privée d'effet à la suite de l'adoption de la 18^{ème} résolution par l'AGM du 21 juin 2012)</p>	<p>Le Conseil d'Administration n'a pas fait usage de l'autorisation qui lui a été consentie par l'assemblée générale à caractère mixte.</p>

<p><u>AGM du 9 juin 2011</u> (20^{ème} résolution)</p>	<p><i>Délégation de compétence à consentir au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre et attribuer des bons de souscription d'actions au profit (i) d'Administrateurs de la Société en fonction à la date d'attribution des BSA n'ayant pas la qualité de salariés ou dirigeants de la Société ou de l'une de ses filiales ou (ii) de membres n'ayant pas la qualité de salariés ou dirigeants de la Société ou de l'une de ses filiales de tout comité que le Conseil d'Administration de la Société viendrait à mettre en place ou (iii) de salariés d'une filiale de la Société ou (iv) de personnes liées par un contrat de services ou de consultant à la Société.</i></p>	<p><u>9 décembre 2012</u> (18 mois) (privée d'effet à la suite de l'adoption de la 19^{ème} résolution par l'AGM du 21 juin 2012)</p>	<p>Le Conseil d'Administration n'a pas fait usage de L'autorisation qui lui a été consentie par l'assemblée générale à caractère mixte.</p>
<p><u>AGM du 21 juin 2012</u> (6^{ème} résolution)</p>	<p><i>Autorisation à donner au Conseil en vue de réduire le capital social par voie d'annulation d'actions dans le cadre de l'autorisation de rachat de ses propres actions.</i></p>	<p><u>21 décembre 2013</u> (18 mois)</p>	<p>Le Conseil d'Administration n'a pas fait usage de l'autorisation qui lui a été consentie par l'assemblée générale à caractère mixte.</p>
<p><u>AGM du 21 juin 2012</u> (7^{ème} résolution)</p>	<p><i>Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'émettre des actions ou toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec <u>suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires</u>, par une offre visée au paragraphe II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier, au profit d'investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.</i></p>	<p><u>21 août 2014</u> (26 mois)</p>	<p>Le Conseil, lors de sa séance du 21 juin 2012, faisant usage de cette délégation, a décidé une augmentation de capital d'un montant nominal de 344 000 euros, avec une prime d'émission de 4,80 euros pour un montant total de 1 995 200 euros.</p>

<u>AGM du 21 juin 2012</u> (8 ^{ème} résolution)	<i>Délégation de compétence à consentir au Conseil d'Administration en vue de procéder à une augmentation de capital d'un montant nominal maximum de 3.771.471 euros avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de la catégorie de personnes suivante : sociétés et fonds d'investissement investissant à titre habituel dans des valeurs de croissance dites « small caps »</i>	<u>21 décembre 2013</u> (18 mois)	Le Conseil d'Administration n'a pas fait usage de la délégation qui lui a été consentie par l'assemblée générale à caractère mixte.
<u>AGM du 21 juin 2012</u> (9 ^{ème} résolution)	<i>Délégation de compétence à consentir au Conseil d'Administration en vue de procéder à une augmentation de capital d'un montant nominal maximum de 750.000 euros avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de la catégorie de personnes suivante : sociétés industrielles actives dans le secteur de la santé ou des biotechnologies prenant une participation dans le capital de la Société à l'occasion de la conclusion d'un accord commercial ou d'un partenariat avec la Société.</i>	<u>21 décembre 2013</u> (18 mois)	Le Conseil d'Administration n'a pas fait usage de la délégation qui lui a été consentie par l'assemblée générale à caractère mixte.
<u>AGM du 21 juin 2012</u> (10 ^{ème} résolution)	<i>Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'émettre des actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées.</i>	<u>21 décembre 2013</u> (18 mois)	Le Conseil d'Administration n'a pas fait usage de la délégation qui lui a été consentie par l'assemblée générale à caractère mixte.
<u>AGM du 21 juin 2012</u> (11 ^{ème} résolution)	<i>Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital immédiatement ou à terme par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, avec <u>maintien du droit préférentiel de souscription</u>, dans la limite d'un montant nominal global de 3.771.471 euros.</i>	<u>21 août 2014</u> (26 mois)	Le Conseil d'Administration n'a pas fait usage de la délégation qui lui a été consentie par l'assemblée générale à caractère mixte.

<u>AGM du 21 juin 2012</u> (12 ^{ème} résolution)	<i>Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'émettre des actions ou toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec <u>suppression du droit préférentiel</u> de souscription des actionnaires, par une offre au public dans la limite d'un montant nominal global de 3.771.471 euros.</i>	<u>21 août 2014</u> (26 mois)	Le Conseil d'Administration n'a pas fait usage de la délégation qui lui a été consentie par l'assemblée générale à caractère mixte.
<u>AGM du 21 juin 2012</u> (13 ^{ème} résolution)	<i>Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'augmenter le montant de chacune des émissions avec ou sans droit préférentiel de souscription qui seraient décidées en vertu des délégations de compétence susvisées.</i>	<u>21 août 2014</u> (26 mois)	Le Conseil d'Administration n'a pas fait usage de la délégation qui lui a été consentie par l'assemblée générale à caractère mixte.
<u>AGM du 21 juin 2012</u> (15 ^{ème} résolution)	<i>Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par <u>incorporation de prime, réserves, bénéfices ou autres</u> dans la limite d'un montant nominal global de 3.771.471 euros.</i>	<u>21 août 2014</u> (26 mois)	Le Conseil d'Administration n'a pas fait usage de la délégation qui lui a été consentie par l'assemblée générale à caractère mixte.
<u>AGM du 21 juin 2012</u> (16 ^{ème} résolution)	<i>Délégation de compétence à consentir au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre et attribuer des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise au profit des salariés et dirigeants de la Société.</i>	(i) <u>21 décembre 2013</u> (18 mois) ou (ii) la date à laquelle les conditions prévues à l'article 163 bis G du code général des impôts cesseraient d'être satisfaites par la Société	Le Conseil d'Administration n'a pas fait usage de la délégation qui lui a été consentie par l'assemblée générale à caractère mixte.

<u>AGM du 21 juin 2012</u> (17 ^{ème} résolution)	<i>Autorisation à donner au conseil d'administration de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société ne pouvant donner droit à l'achat ou la souscription de plus de 350.000 actions d'une valeur nominale de 1 euro l'une.</i>	<u>21 août 2015</u> (38 mois)	Le Conseil, lors de sa séance du 21 juin 2012, faisant usage de cette délégation, a décidé l'émission d'un nombre total de 45.000 options de souscription ou d'achat d'actions de la Société, donnant droit à la souscription d'une action ordinaire d'une valeur nominale de 1 euro au prix fixe de 7 euros (prime d'émission incluse), représentant une augmentation de capital d'un montant nominal total de 45.000 euros.
<u>AGM du 21 juin 2012</u> (18 ^{ème} résolution)	<i>Autorisation à donner au Conseil d'Administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre.</i>	<u>21 août 2015</u> (38 mois)	Le Conseil d'Administration n'a pas fait usage de l'autorisation qui lui a été consentie par l'assemblée générale à caractère mixte.
<u>AGM du 21 juin 2012</u> (19 ^{ème} résolution)	<i>Délégation de compétence à consentir au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre et attribuer des bons de souscription d'actions au profit (i) d'Administrateurs de la Société en fonction à la date d'attribution des BSA n'ayant pas la qualité de salariés ou dirigeants de la Société ou de l'une de ses filiales ou (ii) de membres n'ayant pas la qualité de salariés ou dirigeants de la Société ou de l'une de ses filiales de tout comité que le Conseil d'Administration de la Société viendrait à mettre en place ou (iii) de salariés d'une filiale de la Société ou (iv) de personnes liées par un contrat de services ou de consultant à la Société.</i>	<u>21 décembre 2013</u> (18 mois)	Le Conseil d'Administration n'a pas fait usage de la délégation qui lui a été consentie par l'assemblée générale à caractère mixte.



SA Integragen

Comptes annuels

au 31/12/2012

KPMG Entreprises

09/04/2013

Ce rapport contient 10 pages (hors annexes)

Comptes annuels

Bilan

SA Integragen

Au : 31/12/2012

N° SIRET: 43217654300028

* Mission de Présentation - Voir l'attestation

EUR

Actif		Exercice			Exercice précédent
		Montant brut	Amort. ou .Prov.	Montant net	Au : 31/12/2011
Capital souscrit non appelé					
Actif immobilisé	Incorporel	Frais d'établissement Frais de développement Concessions, brevets et droits similaires Fonds commercial (1) Autres immobilisations incorporelles Immobilisations incorporelles en cours Avances et acomptes Total	48 270 48 270	48 270 48 270	
	Corporel	Terrains Constructions Inst. techniques, mat. out. industriels Autres immobilisations corporelles Immobilisations en cours Avances et acomptes Total	437 474 227 269 664 744	253 453 200 376 453 829	184 021 26 893 210 914
	Financier (2)	Participations évaluées par équivalence Autres participations Créances rattachées à des participations Titres immob. de l'activité de portefeuille Autres titres immobilisés Prêts Autres immobilisations financières Total	7 571 2 387 118 209 436 163 869 2 767 997	7 571 2 279 196 7 576 163 869 2 294 344	107 922 163 869 473 652
		Total de l'actif immobilisé	3 481 011	2 796 444	684 567
					750 943
	Stocks	Matières premières, approvisionnements En cours de production de biens En cours de production de services Produits intermédiaires et finis Marchandises Total	197 741 197 741		197 741 179 630
	Créances (3)	Avanc. acomptes versés / commandes Clients et comptes rattachés Autres créances Capital souscrit et appelé, non versé Total	 1 302 822 686 822 1 989 644		 1 302 822 686 822 1 989 644
	Divers	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : Instruments de trésorerie Disponibilités Total	4 553 339 321 588 4 874 928		4 553 339 321 588 4 874 928
		Total de l'actif circulant et des charges constatées d'avance	7 169 465	7 169 465	6 213 294
		Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursements des emprunts Ecart de conversion actif			3 150
Total de l'actif		10 650 476	2 796 444	7 854 032	6 967 388
(1) Dont droit au bail Renvois : (2) Dont part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) Dont créances à plus d'un an (brut)				72 986	
Clause de réserve de propriété	Immobilisations		Stocks	Créances clients	

Comptabilité tenue en euros

Bilan

SA Integragen

Au : 31/12/2012

* Mission de Présentation - Voir l'attestation

EUR

Passif		Exercice	Exercice précédent
Capitaux propres	Capital social (dont versé : 4 115 471)	4 115 471	3 771 471
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	32 327 310	30 800 355
	Ecarts de réévaluation		
	Ecarts d'équivalence		
	Réserves		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	(31 479 310)	(29 439 134)
	Résultats antérieurs en instance d'affectation		
Aut. fonds propres	Résultat de la période (bénéfice ou perte)	(1 725 981)	(2 040 175)
	Situation nette avant répartition	3 237 488	3 092 515
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total	3 237 488	3 092 515
Provisions	Titres participatifs		
	Avances conditionnées	1 361 881	1 544 978
Aut. fonds propres	Total	1 361 881	1 544 978
Provisions	Provisions pour risques		3 150
	Provisions pour charges		
Provisions	Total		3 150
Dettes	Emprunts et dettes assimilées		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (2)	185	
	Emprunts et dettes financières divers (3)		
	Total	185	
	Avances et acomptes reçus sur commandes (1)		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 170 633	636 906
	Dettes fiscales et sociales	1 005 958	836 642
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Dettes	Autres dettes	4 363	137 184
	Instruments de trésorerie		
Dettes	Total	2 180 955	1 610 733
Produits constatés d'avance		953 615	563 802
Total des dettes et des produits constatés d'avance		3 134 756	2 174 535
Ecarts de conversion passif		119 905	152 208
Total du passif		7 854 032	6 967 388
Crédit-bail immobilier			
Crédit-bail mobilier			
Effets portés à l'escompte et non échus			
Dettes et produits constatés d'avance, sauf (1), à plus d'un an à moins d'un an		3 134 756	2 174 535
Renvois : (2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs bancaires		185	
(3) dont emprunts participatifs			

Compte de résultat

SA Integragen

Périodes 01/01/2012 31/12/2012 Durées 12 mois
01/01/2011 31/12/2011 12 mois

* Mission de Présentation - Voir l'attestation

EUR

	France	Exportation	Total	Exercice précédent
Produits d'exploitation (1)	Ventes de marchandises			
	Production vendue { Biens Services			82
		4 423 529	317 488	4 741 018
	Chiffre d'affaires net	4 423 529	317 488	4 741 018
	Productions stockées			
	Production immobilisée			
	Produits nets partiels sur opérations à long terme			
	Subventions d'exploitation		13 000	6 542
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges		51 592	182 756
	Autres produits		22	191
	Total		4 805 633	4 838 888
Charges d'exploitation (2)	Marchandises { Achats Variations de stocks			
	Matières premières et autres approvisionnements { Achats Variations de stocks		1 770 810	2 298 572
			388	(105 194)
	Autres achats et charges externes (3)		2 849 763	2 526 100
	Impôts, taxes et versements assimilés		90 922	72 791
	Salaires et traitements		1 599 228	1 579 976
	Charges sociales		719 378	696 441
	- sur immobilisations { amortissements provisions		76 951	30 481
	Dotations d'exploitation - sur actif circulant			18 499
	- pour risques et charges			3 150
	Autres charges		65 740	120 047
	Total		7 173 183	7 240 865
	Résultat d'exploitation	A	(2 367 550)	(2 401 977)
Opér. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée	B		
	Perte supportée ou bénéfice transféré	C		
Produits financiers	Produits financiers de participations (4)		40 586	104 480
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (4)			
	Autres intérêts et produits assimilés (4)		67 136	71 507
	Reprises sur provisions et transferts de charges		25 000	10 073
	Différences positives de change		32 309	38 618
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		3 249	3 751
	Total		168 280	228 431
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions		48 162	173 926
	Intérêts et charges assimilées (5)			229
	Différences négatives de change		36 530	51 982
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
	Total		84 693	226 139
	Résultat financier	D	83 587	2 292
	Résultat courant avant impôts (+/- A +/- B - C +/- D)	E	(2 283 962)	(2 399 684)

Compte de résultat

SA Integragen

Périodes 01/01/2012 31/12/2012 Durées 12 mois
01/01/2011 31/12/2011 12 mois

EUR

* Mission de Présentation - Voir l'attestation

		Total	Exercice précédent
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		774
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	43 828	28 086
	Reprises sur provisions et transferts de charges		40 720
	Total	43 828	69 581
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	6 632	127 498
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	66 194	31 178
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
	Total	72 827	158 677
Résultat exceptionnel		F (28 999)	(89 095)
Participation des salariés aux résultats		G	
Impôt sur les bénéfices		H (586 980)	(448 604)
Bénéfice ou perte (+/- E +/- F - G - H)		(1 725 981)	(2 040 175)
Renvois			
(1) Dont	{ produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs		
	{ incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(2) Dont	{ charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs		
	{ incidence après impôts des corrections d'erreurs		
(3) Y compris	- redevances de crédit-bail mobilier		54 414
	- redevances de crédit-bail immobilier		5 306
(4) Dont produits concernant les entités liées			
(5) Dont intérêts concernant les entités liées			

Comptabilité tenue en euros



Comptes annuels

SA Integragen

Annexe



KPMG Entreprises
Bassin Parisien
90 rue de la République
91150 ETAMPES
France

Téléphone : +33 (0)1 64 94 38 18
Télécopie : +33 (0)1 64 94 58 47
Site internet : www.kpmg.fr

S.A. INTEGRAGEN

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2012 Montants exprimés en EUR

S.A. INTEGRAGEN
5 Rue Henri Desbruères
Génopole Campus 1, Genavenir 8
91000 EVRY

Ce rapport contient 16 pages
Les annexes comprennent 4 pages

Table des matières

1	Faits majeurs	1
1.1	Evènements principaux de l'exercice	1
1.2	Principes, règles et méthodes comptables	1
2	Informations relatives au bilan	2
2.1	Actif	2
2.1.1	Tableau des immobilisations	2
2.1.2	Tableau des amortissements	2
2.1.3	Immobilisations incorporelles	2
2.1.4	Immobilisations financières	2
2.1.5	Stocks	4
2.1.6	Créances	4
2.1.7	Les produits à recevoir	5
2.1.8	Comptes de régularisation	5
2.1.9	Valeurs mobilières de placements	5
2.2	Passif	6
2.2.1	Tableau de variation des capitaux propres	6
2.2.2	Tableau de variation des provisions	6
2.2.3	Capital	6
2.2.4	Autres capitaux propres : Bons de Souscription d'Actions (BSA), Bons de Souscription de Parts de Créateurs d'Entreprise (BSPCE) et stock-option.	7
2.2.5	Dettes financières	7
2.2.6	Autres dettes	8
2.2.7	Comptes de régularisation	8
2.2.8	Autres informations significatives	8
3	Informations relatives au compte de résultat	10
3.1	Ventilation du chiffre d'affaires par secteur d'activité	10
3.2	Ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique	10
3.3	Crédit impôt recherche	10
3.4	Jetons de présence	10
3.5	Résultat exceptionnel	11
4	Autres informations	12
4.1	Allègement de la dette future d'impôt	12
4.2	Engagements reçus	12
4.2.1	Clause de retour à meilleure fortune	12
4.3	Engagements donnés	12
4.3.1	Clause de retour à meilleure fortune	12
4.4	Engagements financiers	12
4.4.1	Nantissements	12



S.A. INTEGRAGEN

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2012

KPMG Entreprises

4.5	Engagements pris en matière de retraite	13
4.6	Droits individuels à la formation	13
4.7	Effectif moyen	13
4.8	Honoraires des commissaires aux comptes	13

1 Faits majeurs

1.1 Evènements principaux de l'exercice

La liquidation de la filiale Allemande, Integragen GmbH, a été prononcée en janvier 2012.

Une augmentation de capital a eu lieu en juillet 2012.

1.2 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur résultant des arrêtés du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Les frais de recherche et développement ne sont pas activés.

2 Informations relatives au bilan

2.1 Actif

2.1.1 Tableau des immobilisations

Tableau 2054, voir Annexe 1.

2.1.2 Tableau des amortissements

Tableau 2055, voir Annexe 2.

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Matériel et outillage	Dégressif	4 ans
Installations générales	Linéaire	8 ans
Matériel de bureau	Dégressif / linéaire	3 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 ans

2.1.3 Immobilisations incorporelles

2.1.3.1 *Frais de recherche et de développement*

Ces frais ne sont pas portés à l'actif.

2.1.4 Immobilisations financières

2.1.4.1 *Titres de filiales et participations*

- Liste des filiales et participations

Société	Capitaux propres	% capital détenu	Valeur comptable nette des titres détenus	CA HT de l'année	Résultat de l'année	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
<ul style="list-style-type: none"> Filiales 100% Integrage Inc 	- 2 686 k\$	100	0.00	1 386 k\$	128 k\$	0.00

2.1.4.2 Créances immobilisées

- Créances rattachées à des participations

Integragen Inc : A fin décembre 2012, la créance s'élève à 2 279 196.01 € La totalité de la créance, avant comptabilisation de l'écart de conversion (principal et intérêts), a été provisionnée. Les capitaux propres sont négatifs à hauteur de ce montant.

- Postes du bilan relatifs aux filiales et participations

	Montant concernant les entreprises	
	Liées	avec lesquelles la Société a un lien de participation
Participation Integragen Inc	7 571.74	
Créance Integragen Inc	2 344 610.79	
Intérêts courus Integragen Inc	42 507.79	

La totalité de ces sommes est provisionnée, exceptée la quote-part correspondant à l'écart de conversion au 31 décembre 2012, soit 107 922.57 €

- Créances, Classement par échéance

Tableau 2057 – voir Annexe 3

2.1.4.3 Actions propres

Afin de favoriser la liquidité des titres, un contrat de liquidité sur les titres de la société Integragen a été signé avec Bryan Garnier & Co.Ltd.

Nombre de titres au 31/12/2012 28 837

Prix d'acquisition 209 435.64 €

Valorisation des titres cours 31/12/2012 201 859.00 €

Une provision de la différence, soit 7 576.64 € a été constituée au 31 décembre 2012.

2.1.5 Stocks

2.1.5.1 Etat des stocks

Catégorie de stocks	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières consommables	197 741.60	0.00	197 741.60
Produits finis			
En-cours			
Total	197 741.60	0.00	197 741.60

2.1.5.2 Stocks de produits achetés

Les stocks de matières premières sont évalués selon la méthode FIFO.

2.1.5.3 Méthodes de dépréciation

Il n'y a pas de dépréciation de stock au 31 décembre car les produits périmés ont été jetés avant l'inventaire.

2.1.6 Créances

2.1.6.1 Classement par échéance

Tableau 2057 – voir Annexe 3.

Toutes les créances de l'actif circulant sont exigibles à un an au plus sauf les postes suivants :

Rubriques	Total
Dépôts	37 571
Autres immobilisations financières	50 000

2.1.7 Les produits à recevoir

Les produits à recevoir sont composés des éléments suivants :

Rubriques	Montant
Intérêts courus sur créances	42 508
Factures à Etablir	272 440
Organismes sociaux, produits à recevoir	394
Dégrèvement CVAE à recevoir	1 846
Subvention à recevoir	4 000
Intérêts courus sur Compte à terme	49 153
Total	370 341

2.1.8 Comptes de régularisation

2.1.8.1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à une période postérieure au 31 décembre 2012 :

Locations immobilières	57 312
Locations mobilières	3 267
Contrats de maintenance	15 811
Assurances	15 596
Congrès	11 269
Redevances licences	3 638
Total	107 150

2.1.9 Valeurs mobilières de placements

Il n'y a pas lieu de constituer une provision pour dépréciation sur les SICAV au 31 décembre, leur cours à cette date étant légèrement supérieur à leur cours d'achat.

2.2 Passif

2.2.1 Tableau de variation des capitaux propres

	2011 après résultat	+	-	2012 avant résultat
Capital	3 771 471	344 000		4 115 471
Primes	30 800 355	1 526 955		32 327 310
Report à nouveau	-29 439 135		2 040 176	-31 479 311
Résultat	- 2 040 176	2 040 176		0.00
Total	3 092 515	3 911 131	2 040 176	4 963 470

2.2.2 Tableau de variation des provisions

Tableau 2056 – voir Annexe 4.

2.2.3 Capital

2.2.3.1 Mouvements de l'exercice

Le capital est composé de 4 115 471 actions de 1 euro de valeur nominale. Au cours de la période, il y a eu les changements suivants :

	Nombre d'actions	Valeur
Position début de l'exercice	3 771 471	3 771 471
Augmentation de capital 2012	344 000	344 000
Position fin de l'exercice	4 115 471	4 115 471

Les frais occasionnés lors de la réalisation de l'augmentation de capital se sont élevés à 124 245 €. Ces frais ont été imputés sur la prime d'émission.

2.2.4 Autres capitaux propres : Bons de Souscription d'Actions (BSA), Bons de Souscription de Parts de Créateurs d'Entreprise (BSPCE) et stock-option.

Les bons de souscription d'action, les bons de souscription de parts de créateurs d'entreprises et les stock-options toujours valables au 31 décembre 2012 sont repris dans le tableau ci-dessous :

Plans (en vigueur)	Emis	Souscrits
Année 2010		
BSA	40 000	40 000
BSPCE	232 000	232 000
Année 2011		
Stock-option	50 000	50 000
Année 2012		
Stock-option	45 000	45 000
BSPCE	240 000	240 000
Total Stock-options	95 000	95 000
Total BSA	40 000	40 000
Total BSPCE	472 000	472 000

2.2.5 Dettes financières

2.2.5.1 Classement par échéance

Tableau 2057 – voir Annexe 3.

Rubriques	Total	à 1 an au plus	entre 1 et 5 ans	plus de 5 ans
Avance conditionnée Genhomme	183 097	183 097		
Coface	538 784		538 784	
OSEO	640 000		640 000	

2.2.6 Autres dettes

2.2.6.1 Charges à payer

Charges à payer	Montant
Congés payés charges incluses	162 681
Charges sociales	129 903
Personnel, salaires à verser charges incluses	302 308
Charges fiscales (Organic, Formation, Apprentissage, TVS)	45 828
TVA	365 238
Notes de frais	2 363
Divers	2 000
Total	1 010 321

2.2.7 Comptes de régularisation

2.2.7.1 Composition des produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance pour un montant de 953 616 €concernent :

- Des prestations facturées aux clients et non encore réalisées au 31 décembre 2012.

2.2.8 Autres informations significatives

2.2.8.1 Créances et dettes en monnaies étrangères

Les opérations en devises sont enregistrées au cours du jour de la date d'opération. Lors de la clôture, les créances et les dettes sont évaluées au cours du jour de clôture. La différence de conversion est enregistrée soit à l'actif soit au passif. Si cette conversion est en défaveur de la société, une provision pour risque est constituée.

Au 31 décembre 2012, on a les éléments suivants :

	Montant en ₣\$	Valorisation cours date opération	Valorisation à la clôture	Ecart de conversion
Fournisseurs	784 967	606 925	594 943	11 982
Créances	3 149 564	2 279 196	2 387 118	107 922
Ecart de conversion				119 904

3 Informations relatives au compte de résultat

3.1 Ventilation du chiffre d'affaires par secteur d'activité

	Montant
Produits finis	
Prestations de services	4 741 018
Total	4 741 018

3.2 Ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique

	Montant
France	4 423 529
Hors France	317 489
Total	4 741 018

3.3 Crédit impôt recherche

Compte tenu de l'importance des frais de recherche engagés, la société a opté en faveur du Crédit Impôt Recherche.

Le montant du crédit d'impôt au 31 décembre 2012 est de 585 380 €

3.4 Jetons de présence

Des jetons de présence ont été versés sur l'exercice aux administrateurs pour un montant de 24 256 €

3.5 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est négatif à hauteur de 28 999 €

Il est composé des produits suivants :

- Prix de ventes des actions propres pour 31 828 €
- Produits de cession des éléments d'actif pour 12 000 €
- Divers pour 196 €

Il est composé des charges suivantes :

- Valeur nette comptable des titres de la filiale Allemande pour 25 000 €
- Divers pour 6 830 €
- Valeur nette comptable des actions propres pour 41 195 €

4 Autres informations

4.1 Allègement de la dette future d'impôt

La société dispose, après prise en compte du résultat 2012, de 35 614 143 € de déficits reportables.

4.2 Engagements reçus

4.2.1 Clause de retour à meilleure fortune

La société consent en faveur de sa filiale Allemande plusieurs abandons de créance avec clause de retour à meilleure fortune :

- 1 290 000 € en date d'effet au 31/12/2006,
- 593 970.76 € en date d'effet au 31/01/2007,
- 519 534.64 € en date d'effet au 30/09/2008.

Chaque année, les abandons de créances ont été comptabilisés en charges financières.

La filiale étant liquidée en janvier 2012, la clause de retour à meilleure fortune ne s'appliquera pas.

4.3 Engagements donnés

4.3.1 Clause de retour à meilleure fortune

L'organisme Oséo Ile de France a fait un constat d'échec commercial pour le programme « Développement de la plate-forme GenHIP, notamment pour la recherche des gènes impliqués dans l'obésité ». En conséquence, sur les 300 000 € versés, 158 000 € font l'objet d'un abandon de créance. Cet abandon, décidé par la Commission Régionale d'Attribution des Aides à l'Innovation qui s'est tenue le 30/10/2008, est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune valable neuf années à compter de la signature de l'avenant, soit à compter du 12/12/2008.

4.4 Engagements financiers

4.4.1 Nantissements

Il n'y a plus aucun nantissement en cours.

4.5 Engagements pris en matière de retraite

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite, en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite n'est pas significatif.

4.6 Droits individuels à la formation

Droits individuels à la formation	Volume d'heures de formation
Cumul des droits utilisés pendant l'exercice	0
Cumul des droits acquis par les salariés au cours de l'exercice	508
Cumul n'ayant pas fait l'objet d'une demande des salariés	2 205

4.7 Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres (y compris PDG)	18
Agents de maîtrise et Techniciens	9
Total	27

4.8 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires, inscrits au compte de résultat, relatifs au commissaire aux comptes sont les suivants :

	Honoraires
Honoraires facturés au titre de la mission de contrôle légal des comptes	11 000
Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal	8 000
Honoraires totaux facturés	19 000

INTEGRAGEN S.A

Société Anonyme

5, rue Henri Desbrnières
91000 EVRY

**Rapport du Commissaire aux Comptes sur les
comptes annuels au 31 décembre 2012**

FACI
10, allée des Champs Elysées
91042 Evry

INTEGRAGEN S.A

Société Anonyme
5, rue Henri Desbruères
91000 EVRY

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels au 31 décembre 2012

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société INTEGRAGEN, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, pour émettre l'opinion ci-dessus sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et qui ont portés notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaires particuliers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 – Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Evry, le 29 avril 2013

Le Commissaire aux Comptes

FACI



Max PLEUVRIER

INTEGRAGEN S.A

Société Anonyme

5, rue Henri Desbruères
91000 EVRY

**Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes
sur les conventions réglementées,
exercice clos au 31 décembre 2012**

FACI
10, allée des Champs Elysées
91042 Evry

INTEGRAGEN S.A

Société Anonyme
5, rue Henri Desbruères
91000 EVRY

Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées exercice clos au 31 décembre 2012

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient selon les termes de l'article L.225-38 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article L.225-38 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. LES CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé :

En application de l'article L.225-38 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

▪ Convention de compte courant d'associé avec la filiale IntegraGen Inc.

- Objet de la convention : refacturation d'intérêts de compte courant d'associés par IntegraGen SA à IntegraGen Inc.
- Une convention de compte courant d'associés en date du 14 mars 2007 entre la Société et sa filiale américaine IntegraGen Inc prévoyant la refacturation d'intérêts de compte courant a fait l'objet d'un avenant n° 6 signé le 17 janvier 2013 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2012.
- Cet avenant approuvé par le conseil d'administration du 20 décembre 2012 prévoit la facturation des intérêts au taux moyen annuel du LIBOR dollar américain au cours des douze derniers mois majoré d'une marge de 0,8 %, et la capitalisation des intérêts.
- Les intérêts facturés et capitalisés pour l'exercice 2012 se sont élevés à 40.586 €.
- Administrateur concerné : Monsieur Bernard COURTIEU

Conventions non autorisées préalablement :

En application des articles L 225-42 et L. 823-12 du code de commerce, nous vous signalons que certaines conventions n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il nous appartient de vous communiquer les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

▪ Contrat de prestation de services avec la filiale IntegraGen Inc.

- Objet de la convention : refacturation des frais de structure de la filiale à IntegraGen
- Cette convention conclue le 1^{er} janvier 2011 prévoit la refacturation par société IntegraGen Inc à sa société mère IntegraGen SA de ses frais de structure à leur coût de revient majoré de 10 %.
- Au titre de 2012, IntegraGen Inc a refacturé 1.027.527,15 € à IntegraGen SA.

- Administrateur concerné : Monsieur Bernard COURTIEU

Cette convention, bien que régulièrement mentionnée dans les rapports de gestion des exercices précédents, n'a pas fait l'objet d'une approbation formelle par le conseil d'administration préalablement à sa conclusion. Cette omission a toutefois été corrigée par le conseil d'administration réuni le 12 février 2013.

2. LES CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ORGANE DELIBERANT

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice écoulé :

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Telles sont les conventions qui se sont déroulées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012 et qui relèvent de la procédure des articles L.225-38 et suivants du Code de Commerce.

Evry, le 29 avril 2013
Le Commissaire aux Comptes

FACI

Max PEUVRIER